



Intervention 17 septembre 2020

Avec la pandémie et la crise sanitaire mondiale nous venons de vivre une période qui n'est probablement pas terminée, elle est historiquement inédite. Cette crise sanitaire sert de prétexte au gouvernement et au patronat pour monter d'un cran supplémentaire leurs attaques contre les droits et conquises sociaux des travailleurs du public et du privé, des jeunes, des retraités des privés d'emploi.

Alors que cette crise a mis en évidence le résultat néfaste des choix politiques des gouvernements successifs, le Président de la République et le 1^{er} ministre poursuivent le même cap à la grande satisfaction du monde de la finance et du MEDEF.

Le plan de relance prévu par le gouvernement et l'Union Européenne ne laisse percevoir aucune remise en cause de ces politiques malgré les résultats dramatiques qu'elles ont engendrés, Il ne propose en fait que de poursuivre et amplifier celles-ci.

Cette manne financière, **100 milliards d'€ offerts au patronat**, sera versée sans aucun contrôle et sans aucune contrepartie.

Par exemple, les entreprises seront exonérées d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et ce sans aucune condition dès le 1^{er} janvier 2021, le gouvernement a été clair "**l'essentiel des 100**

milliards d'€ de plan de relance ira directement en soutien aux entreprises". C'est-à-dire dans les poches des actionnaires.

Savez vous que depuis le confinement ils se sont augmentés les dividendes de 14% !

2

Savez-vous que Jeff Bezos pourrait, avec les bénéfices qu'il a réalisés pendant la crise, verser une prime de 105 000 dollars aux 876 000 personnes employées par Amazon dans le monde, y compris les quelques 10.000 salariés en France, tout en restant aussi riche qu'il l'était avant la pandémie de coronavirus !

Et pendant ce temps, **Rien** pour les précaires, les privés d'emploi, des salariés, les retraités ce plan ne s'adresse pas à eux... De même, les services publics, qui ont pourtant montré leur rôle majeur en plein cœur de la crise, comptent parmi les grands absents des annonces du gouvernement. **En fait, c'est un plan pour continuer comme avant.**

L'épreuve du confinement a démontré le rôle pivot, central, essentiel des services publics et de notre protection sociale : l'hôpital, l'éducation nationale, la sécurité sociale et les allocations chômage.... Pourtant ils sont attaqués et leur démantèlement continue. Ils veulent en finir avec les services publics de proximité et de pleine compétence. Nous nous opposons à leur disparition ou leur privatisation.

Pour la CGT, en plus des services publics ce sont la santé des travailleurs et des travailleuses et les mesurent de précaution qui priment. Le gouvernement et en particulier le ministre de l'économie a beaucoup insisté pour une reprise la plus rapide possible, souvent au détriment de la santé des travailleurs. Au-delà des hôpitaux, il s'agit aussi de celles et ceux que l'on a nommés les « premiers de corvée », qui ont trop souvent travaillé dans des conditions inacceptables.

3

Le droit du travail et les garanties collectives ont subi de graves attaques, mais demeurent une protection essentielle. Le chômage partiel en fait partie. Cependant un certain nombre d'entreprises profitent aujourd'hui de la crise pour engager des restructurations dont les plans étaient déjà dans les tiroirs afin d'améliorer les profits.

Les jeunes et les précaires ont été et sont toujours parmi les premiers touchés. Ils veulent rendre responsables les retraités de la crise économique, et faire exploser la solidarité entre générations.

Les retraités en 12 ans ont perdu 20% de leur pouvoir d'achat !

Ces politiques ont un impact direct dans les Bouches du Rhône, à Arles, Saint Martin et nos alentours, aggravant la précarité et la misère et menaçant tous les secteurs d'activités qui structurent économiquement et socialement notre localité : Logistique, Tourisme, Presse, Énergie, Métallurgie, Aéroportuaire, Commerce, Fonction Publique... Il s'agit là de plusieurs dizaines de milliers de licenciements annoncés.

C'est pourquoi, face à l'ampleur de cette situation, nous devons élever le rapport de force.

Aussi, l'Union Départementale CGT13 a décidé d'organiser une Marche « pour l'Emploi et la Dignité » de Marseille à Paris. Cette marche a commencé le 10 septembre et se déclinera dans le département par plusieurs villes/étapes. Nous vous invitons le 22 septembre à Fos devant l'union locale à 10h30, le 29 septembre à Marseille à 10h30.

Cette marche sera suivie d'Assises pour la transformation de la société et le progrès social qui se tiendront dans le département le 29 et 30 octobre 2020.

Chers camarades, les moyens existent, les milliards doivent être à dispositions des populations et pas des actionnaires.

Nous nous ne pouvons pas continuer en les laissant faire,

Nous devons défendre nos droits, nos conquies sociaux,

Nous affirmons haut et fort :

Non, nous ne paieront pas leur crise,

Nos vies valent plus que leurs profits,